

CT SPIP du 18 octobre 2016 : POUR LA CGT L'URGENCE EST AILLEURS!

Monsieur le Président,

Nous nous retrouvons une nouvelle fois pour un CT-SPIP, devenu mensuel et conduit au pas de charge. Nous voyons la DAP aujourd'hui presque exclusivement happée par ses nouvelles missions de renseignement et de lutte contre la radicalisation, et notons que les points aux ordres du jour sont nombreux en ce sens. Nous ne nions pas leur importance, notamment pour les SPIP, au sujet desquels la CGT est toujours inquiète face à cette cette injonction politique qui entre pour bonne partie en contradiction avec nos métiers socio-éducatifs. Nous voyons également l'administration être littéralement submergée par ce phénomène, et pensons que la mauvaise qualité du dialogue social en est aujourd'hui une conséquence directe. La CGT vous a d'ailleurs interpellé en ce sens, et attend toujours sa réponse.

Toutefois, nous tenons à rappeler ici que **là n'est pas l'actualité pour les personnels d'insertion et de probation ; l'actualité, pour ces personnels comme pour la CGT, réside encore et toujours dans un relevé de conclusions signé il y a maintenant 3 mois ; l'actualité est bien pour nous dans les suites attendues de celui-ci ; l'actualité est bien à des réformes statutaires, qui nécessitent la mise en place de groupes de travail réguliers, qui nécessitent un agenda clair, et qui sont – surtout ! – ce qu'attend l'ensemble de la profession. La CGT insertion probation n'oublie pas non plus les autres points figurant dans ce relevé, et elle reste très attentive à leurs transpositions législatives et réglementaires.**

Il n'est donc plus temps de discuter, mais de faire des suites de ce relevé une priorité absolue. Le ministère nous faisait part, le 22 juillet dernier, du fait que ce document emportait AUSSI cette priorité – mais nous ne voyons toujours rien venir!

La CGT tient donc à le dire : elle siège aujourd'hui au CT-SPIP, mais elle ne siégera plus demain si les choses restent en l'état. Nous savons porter ici la voix des personnels, qui sont dans l'attente de voir se concrétiser les promesses. Pour l'heure, rien n'est mis en chantier, rien n'est visible – et RIEN ne se passe!

M. le Président, cela n'a que trop duré, et il en va de votre responsabilité de directeur de l'administration pénitentiaire de faire en sorte que cela cesse.